

Contribution à l'Assemblée générale
de l'UEF France du 26 septembre 2015

Continuer et développer la campagne pour un New Deal européen et la création d'emploi

Comme nous en avons informé les membres du Comité français ND4E, et les organisations ayant adhéré à cette action, le Comité européen ND4E propose de la poursuivre cette sous une triple forme (cf. les 3 documents joints en annexe) en réponse aux insuffisances (notamment financières) du Plan Junker.

Trois documents ont ainsi été préparés :

- une « pétition au Parlement européen » a été déposée au PE avant les congés (Texte RND4E 180815 Pétition au PE ND4E) ;
- une lettre sera prochainement adressée aux parlementaires européens ayant soutenu l'ICE ND4E (Texte RND4E 180815 Lettre aux MEPs sur Plan Junker) leur demandant de soutenir et confirmer leur soutien à cette nouvelle phase de la campagne ;
- enfin, sur la base d'un projet initialement proposé en juin, par notre ami Philippe Grosjean (très récemment décédé), VP du Comité européen et Président du Comité belge pour l'ICE, un texte de pétition « grand public » a également été mis au point après divers aller – retours récents entre nous et les Comités européen et italien. (Texte RND4E 180815 pétition publique New Deal pdf) repris pour la majeure partie ci-dessous.

En tant que coordinateur et secrétaire du Comité français ND4E désignés lors de la Première Convention des fédéralistes européens tenue à Lyon en juin 2013, nous allons dans les tous prochains jours recontacter les associations et les membres individuels du Comité ND4E en France pour leur faire part du nouveau cours de la Campagne et leur demander de s'y joindre et de confirmer leur engagement.

Rappelons que les associations suivantes avaient en France adhéré à la Campagne ND4E à l'occasion de l'ICE du même nom :

UEF France / PACTE CIVIQUE / MEF / JE France / PUISSANCE EUROPE / Presse Fédéraliste / ALDA France / Maison de l'Europe de Lyon / Maison de l'Europe de

Strasbourg / Alternatives européennes... et malheureusement plus tardivement la Confédération CFDT, de même que de nombreuses personnalités (cf. MANIFESTE ND4E) et parlementaires européens nouvellement élus (Groupes S&D, ALDE, EELV – ALE et PPE pour la France avec en particulier Sylvie GOULARD, Sylvie GUILLAUME, Michèle RIVASI, Alain LAMASSOURE, JM CAVADA, J BOVE...).

L'UEF France ayant adhéré à la Campagne ND4E à l'occasion de son Assemblée générale de septembre 2013 nous suggérons qu'elle poursuive cette activité en popularisant et diffusant les trois documents précités.

Diverses types d'actions pourraient être envisagées :

- conférences et colloques avec les associations membres du Comité et d'autres (Nouvelle donne, Ligue européenne de coopération économique, syndicats...) à Paris et / ou dans d'autres villes ;
- recueil de pétitions ;
- ...

Sans compter qu'une occasion va se présenter très prochainement à Paris qui pourrait peut-être permettre de relancer l'action de manière importante, à l'occasion du Congrès de la CONFEDERATION EUROPEENNE DES SYNDICATS du 29 septembre au 2 octobre (dates à confirmer) sans oublier que la personne pressentie pour devenir Secrétaire général de la CES, est l'un des principaux responsables du syndicat italien UIL, très engagé au sein du Comité italien ND4E.

Ci-dessous le texte de la « pétition publique » ND4E

Un New Deal européen pour le développement durable et la création d'emploi

Le budget de l'Union européenne a été réduit à moins de 1 % du PIB européen

L'Union européenne a besoin de ressources propres comme réclamé par la campagne transnationale

NEW DEAL 4 EUROPE (ND4E) !

Sur la base des résultats obtenus avec la présentation du Plan Juncker par la Commission européenne en réponse à la Campagne ND4E sous la forme d'une Initiative citoyenne européenne (ICE) soutenue par de nombreuses personnalités, syndicats et organisations européistes ou fédéralistes et forts des soutiens engrangés par la Campagne ND4E au sein du Parlement européen.

· Nous, citoyennes et citoyens européens, demandons au Parlement européen, seule institution européenne directement élue, de rédiger une proposition parlementaire pour réviser le cadre financier pluriannuel de l'UE, prévu pour 2016, demandant que la dotation initiale du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEISF – Plan Juncker) soit complétée par des dotations supplémentaires provenant de ressources propres de l'UE.

En effet, la dotation initiale de 21 milliards d'euros du FEISF proposée par la Commission n'est qu'une réponse partielle aux attentes exprimées durant la Campagne européenne ND4E en 2014-2015.

En conséquence et afin de doter le FEISF des moyens financiers nécessaires à un véritable New Deal européen pour le développement durable et pour la création d'emplois,

· Nous, citoyennes et citoyens européens, demandons au Parlement européen de prendre en compte l'opportunité extraordinaire représentée par la Taxe sur les transactions financières (TTF) promue par onze Etats membres de la zone euro, tout comme l'opportunité offerte par une taxe carbone qui peuvent être mises en place à travers des coopérations renforcées ;

· Nous, citoyennes et citoyens européens, suggérons qu'une telle proposition du Parlement européen soit soumise à l'approbation d'une assemblée composée de membres du Parlement européen et des parlements nationaux des pays intéressés afin de garantir que les ressources du FEISF seront utilisées pour des investissements publics européens au bénéfice de tous les Européens.

Contribution aux débats de l'Assemblée générale du 26 septembre 2015 de l'UEF-France par Jean-Francis Billion et Jean-Luc Prevel